



6 avril 2007

**Centre d'Information sur les Renseignements  
et le Terrorisme  
au Centre d'Etudes Spéciales (CES)**

**Réactivation de l'initiative de paix arabe du sommet de Riyad**



**Abu Mazen (au premier plan) et Ismail Haniya (derrière lui à gauche) à la  
cérémonie d'ouverture du sommet arabe (Ahmed Jadallah pour Reuters, 28 mars  
2007)**

**Aperçu général**

1. Les 28 et 29 mars 2007, la capitale saoudienne a accueilli le sommet arabe. La rencontre a été assombrie par l'escalade de la lutte régionale entre l'axe radical irano-syrien et les pays pro-occidentaux pragmatiques (principalement l'Arabie Saoudite, l'Egypte et la Jordanie), ainsi que par les tensions internes qui règnent dans les différentes zones de conflit (notamment l'Irak, la scène palestinienne et le Liban). Les décisions

adoptées par les participants ont permis de témoigner de la nécessité pour le monde arabe de s'unir et d'agir de concert face aux défis internes et externes.

2. Le sommet a notamment été l'occasion de réactiver l'initiative arabe adoptée à Beyrouth en Mars 2002. Alors que les participants ont insisté sur l'importance de diffuser l'impression d'une unité panarabe renouvelée, ce sommet avait pour ambition d'atténuer le conflit contre la menace iranienne (bien que les décisions prises ne mentionnent pas directement l'Iran comme source de menace)<sup>1</sup> et d'établir le statut de leader du monde arabe de l'Arabie Saoudite.

3. Cet article passe en revue l'initiative de paix arabe les autres sujets traités lors du sommet de Riyad et liés au conflit palestino-israélien (les autres décisions prises au sommet ne sont pas traitées ici).

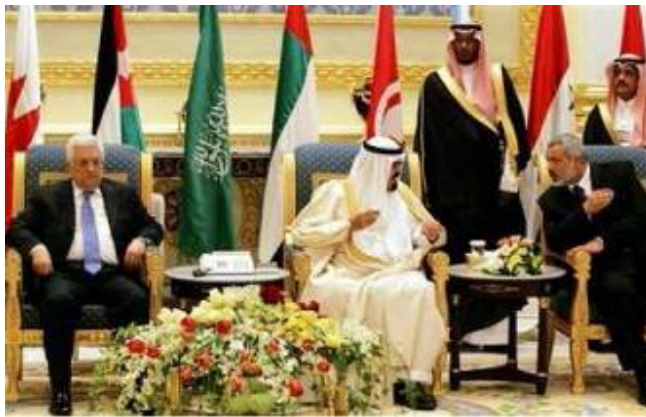
### **Historique de l'initiative de paix arabe**

4. L'initiative de paix arabe adoptée au sommet de Beyrouth en 2002 est fondée sur un projet saoudien soumis par l'actuel roi d'Arabie Saoudite, Abdullah bin Abd al-Aziz (prince à l'époque). Le document a été dévoilé fin 2001, après une année chargée en terrorisme palestinien (la "seconde Intifada"). L'Arabie Saoudite espérait ainsi mettre un frein au conflit palestino-israélien tout en améliorant ses relations avec les Etats-Unis et l'Occident après le 11 septembre 2001. L'initiative saoudienne a été révélée dans une interview accordée par le prince Abdullah au chroniqueur du New York Times Thomas L. Friedman en Février 2002. Le projet a ensuite été modifié (en durcissant notamment sa position au sujet d'Israël) avant d'être accepté par tous les pays arabes représentés au sommet de Beyrouth.

---

<sup>1</sup> Le 29 mars, des "sources saoudiennes" ont déclaré au site Internet Ilaf que le Président iranien Mahmoud Ahmadinejad avait demandé à être invité au sommet mais s'était vu accordé un refus. Ces sources ont ajouté que l'Arabie Saoudite pensait que l'Iran menait non seulement une politique ethnique [chi'ite], mais que Téhéran tentait d'influencer les Arabes par l'aide et le soutien accordés aux groupes armés comme le Hamas en "Palestine" [sic] et le Hezbollah au Liban. Ces mêmes sources ont déclaré que l'Arabie Saoudite était consciente que tout discours ouvertement anti-israélien d'Ahmadinejad atteignait la "rue arabo-musulmane" et pas uniquement la "rue iranienne," occupée à résoudre ses difficiles problèmes financiers.

5. Les participants au sommet de Riyad ont adopté le texte complet de l'initiative arabe, y compris le paragraphe portant sur les réfugiés palestiniens, inacceptable pour Israël et qui ne figure pas dans le document original.<sup>2</sup> Selon la déclaration finale des dirigeants arabes réunis à Riyad, l'initiative vise à préparer le terrain à une résolution pacifique du conflit arabo-israélien sur la base des décisions internationales, et sur le principe de la terre en échange de la paix.



**Abu Mazen (à gauche) et Ismail Haniya aux côtés du roi saoudien Abdallah. Le sommet a permis au Hamas de se placer en égal à Abu Mazen sur la scène panarabe (Site Internet du Hamas, 27 mars 2007).**

### **Principaux points de l'initiative arabe (la version arabe figure en annexe)<sup>3</sup>**

6. Ci-dessous les principaux points adoptés au sommet de Beyrouth les 27 et 28 mars 2002:

A. Le Conseil de la Ligue Arabe demande à Israël de revoir sa politique et de se tourner vers la paix, et déclare qu'une paix juste (*al-salam al-'adil*) est son choix stratégique.

---

<sup>2</sup> Dans une interview accordée à Thomas Friedman, Abdullah a fait allusion à un retrait total d'Israël des territoires disputés en échange de la normalisation des relations, et **n'a pas fait référence aux réfugiés palestiniens**. Ce qui suit figurait dans l'exemplaire du 17 février 2002 du New York Times: "retrait total de tous les territoires occupés, en accord avec les résolutions de l'ONU, y compris à Jérusalem, pour une normalisation totale des relations." **Le paragraphe lié aux réfugiés a été ajouté au sommet de Beyrouth sous la pression de la Syrie et des pays arabes radicaux.**

<sup>3</sup> Fondé sur le texte en arabe figurant sur le site de la Ligue Arabe  
[http://www.arableagueonline.org/las/arabic/details\\_ar.jsp?art\\_id=1777&level\\_id=202#](http://www.arableagueonline.org/las/arabic/details_ar.jsp?art_id=1777&level_id=202#)

B. Le Conseil de la Ligue Arabe demande à Israël de prendre les mesures suivantes:

- 1) **Retrait total** (*al-insihab al-kamil*) des terres arabes occupées, y compris du “**Golan syrien,**” aux lignes du 4 juin 1967 et des terres toujours occupées par Israël au Sud-Liban.<sup>4</sup>
- 2) **Trouver une solution juste** (*hall ‘adil*) au problème des réfugiés palestiniens, en accord avec la **Résolution 194 de l'ONU.**<sup>5</sup>
- 3) Accepter l'existence d'un **Etat palestinien indépendant et souverain** sur les territoires palestiniens occupés depuis le 4 juin 1967 en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, avec Jérusalem-Est pour capitale.

C. [En échange,] les pays arabes agiront ainsi:

- 1) [Les pays arabes] considèreront alors que le **conflit arabo-israélien est terminé et concluront un accord de paix** entre eux et Israël en garantissant la sécurité de tous les pays de la région.
- 2) [Les pays arabes] **établiront des relations naturelles** (*‘alaqat tabi’iyya*<sup>6</sup>) avec Israël dans le cadre d'une paix globale.
- 3) [Les pays arabes] garantiront le **rejet de toutes les formes d'installation permanente des Palestiniens** [cf., les réfugiés] [dans les pays arabes] (*al-tawtin*) contraire à la situation particulière en vigueur dans les pays arabes hôtes.
- 4) La Ligue Arabe appelle le gouvernement d'Israël et tous les Israéliens à accepter cette initiative pour préserver la chance de l'établissement de la paix et pour prévenir tout bain

---

<sup>4</sup> Israël n'“occupe” pas le Sud-Liban. Il est clairement fait allusion aux Fermes de Shebaa (Har Dov), qui font partie des hauteurs du Golan et ne font pas partie du Liban. On peut supposer que le gouvernement libanais a demandé que la référence figure dans l'initiative. Le fait de représenter Israël comme “occupant” du territoire libanais est exploité par le Hezbollah pour accorder une légitimité à la poursuite des attaques terroristes.

<sup>5</sup> Le paragraphe 11 de la Résolution 194 des Nations-Unis (11 décembre 1948), précise ce qui suit: “Il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins, et des indemnités doivent être payées à titre de compensations pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers et pour tout bien perdu ou endommagé, lorsque, en vertu des principes du droit international, ou en équité, cette perte ou ce dommage doit être réparé par les gouvernements ou les autorités responsables” (Site Internet de l'ONU). Il faut préciser que l'initiative arabe ne fait pas expressément recours à l'expression “le droit du retour.”

<sup>6</sup> Il n'est pas fait recourt au terme plus large et plus chargé de sens, “normalisation” (*tatbi*). Le terme “relations naturelles” est généraliste et ne précise pas la nature des relations qui seraient instituées entre les pays arabes et Israël. Il fait toutefois allusion au fait que de telles relations pourraient être établies ou que le boycott arabe d'Israël pourrait être levé. Toutefois, il pourra permettre aux pays arabes de maintenir une “paix froide” semblable à celle en vigueur entre Israël et l'Egypte. Dans ce cadre, Israël est formellement reconnu et des relations diplomatiques sont établies, mais elles n'incluent pas de relations sociales ou culturelles.

de sang,<sup>7</sup> de façon à permettre aux pays arabes et à Israël de vivre en paix côte à côte et d'assurer un avenir prospère et stable aux générations futures.

### Principales décisions adoptées au sommet de Riyad au sujet du conflit palestinien et de l'initiative arabe

7. Voici les principales décisions adoptées au sommet de Riyad, liées au conflit palestinien et à l'initiative arabe:<sup>8</sup>

A. Le sommet souligne l'adhésion de tous les pays arabes à la résolution 221 adoptée au sommet de Beyrouth le 28 mars 2002 et connue sous le nom d'«**initiative de paix arabe**.» Le sommet invite le gouvernement israélien et tous les Israéliens à accepter l'initiative de paix arabe et à profiter de l'opportunité pour reprendre un processus de négociations direct et sérieux.

B. Le sommet charge le comité ministériel spécial arabe de l'initiative de paix arabe de poursuivre ses efforts et de former des groupes de travail pour entamer les contacts nécessaires avec le secrétaire général des Nations-Unies, les pays membres du conseil de sécurité et le Quartet international, ainsi que les parties concernées par le processus de paix (cf. référence à Israël, qui n'est pas cité nominativement).

C. Le sommet fait part du soutien des pays arabes au gouvernement palestinien d'union nationale et appelle la communauté internationale à lever immédiatement le boycott israélien politique, économique et militaire imposé aux Palestiniens, et en tient Israël pour responsable, [appelle] à verser des compensations aux Palestiniens pour les victimes et les dégâts causés, et à faire pression sur Israël pour qu'il libère les fonds des taxes dus à l'Autorité Palestinienne.

---

<sup>7</sup> Au-delà d'une expression généraliste et non-obligatoire, l'initiative ne fait **aucune mention de la fin du terrorisme palestinien contre Israël**. Au moment de la rencontre (la veille de l'attaque suicide à l'hôtel Park de Netanya), le terrorisme palestinien avait atteint des sommets sans précédent.

<sup>8</sup> Selon la version publiée sur les sites Internet de la Ligue Arabe et de l'agence de presse saoudienne, le 29 mars. La formulation de la décision liée à Israël est virulente et hostile, et est totalement opposée au message de paix que le monde arabe tente de présenter par l'intermédiaire de l'initiative arabe.



**Le roi Abdallah appelle à la levée du “boycott” des Palestiniens  
(Télévision saoudienne, 28 mars 2007)**

D. Le sommet dénonce sévèrement Israël pour les “travaux effectués sous et autour de la mosquée Al-Aqsa [bien qu'Israël ne fasse pas de travaux sous Al-Aqsa] et appelle les organisations et institutions internationales, notamment l'UNESCO, à endosser la responsabilité de protéger les sites sacrés islamiques et chrétiens. Le sommet souligne la “nature arabe de Jérusalem” et rejette “toutes les mesures illégales prises par Israël pour judaïser Jérusalem et l'annexer.”

E. Le sommet souligne également l’“illégitimité des colonies israéliennes dans les territoires palestiniens occupés.” Il appelle à faire pression sur Israël pour qu'il libère les 10 000 Palestiniens détenus dans les prisons israéliennes. Il appelle également les pays arabes à aider et soutenir la réhabilitation des structures et des infrastructures détruites par Israël durant ses actions militaires dans la bande de Gaza et en Judée-Samarie.

**La question du terrorisme telle qu'elle figure dans les décisions du sommet**

8. Comme noté plus haut, l'initiative de paix arabe ne fait pas référence au terrorisme. Dans le paragraphe traitant du conflit palestinien-israélien (qui comprend la réaffirmation de l'initiative arabe), il n'est fait **aucune mention du terrorisme palestinien ou international**. Toutefois, le sujet figure dans le paragraphe 14, qui se rapporte aux

décisions liées au Liban et qui accuse Israël d'être responsable de la seconde guerre du Liban:

9: Traduction du paragraphe 14:<sup>9</sup>

“Nous soulignons notre condamnation du terrorisme international (*al-irhab aldawli*), contre lequel les pays arabes luttent de façon active, et la nécessité de faire la différence entre le terrorisme et la résistance légitime (*al-muqawamah almashrua'*) contre l'occupation israélienne. En effet, nous ne considérons pas les actes de résistance comme des activités terroristes, et ne nous faisons donc pas figurer les hommes de la résistance sur la liste des terroristes.”

-14 التأكيد على إدانة الإرهاب الدولي والذي تشارك الدول العربية في مكافحته بفاعلية وعلى أهمية وضرورة التفريق بين الإرهاب والمقاومة المشروعة ضد الاحتلال الإسرائيلي، أي عدم اعتبار العمل المقاوم فعلاً إرهابياً وبالتالي عدم إدراج المقاومين على لوائح الإرهابيين.

10. Il faut préciser que parmi les décisions prises par le sommet arabe de Beyrouth en 2002, figurent également des paragraphes de soutien à la “résistance” libanaise (cf., le Hezbollah)<sup>10</sup> et qui différencient le terrorisme international du “droit légitime des peuples à résister à l'occupation étrangère.” **Le paragraphe 14 du sommet de Riyad fait référence à la “résistance” en général, et non uniquement à la “résistance libanaise,”** bien qu'elle figure dans un contexte libanais. La version de Riyad fait également la distinction entre le terrorisme du jihad mondial (qui doit être dénoncé) et la “résistance légitime” contre l’“occupation israélienne” (*muqawamah*). Cette formulation **apporte une légitimité panarabe au terrorisme du Hezbollah et des organisations terroristes palestiniennes.**<sup>11</sup>

<sup>9</sup> Page 32, paragraphe 14 (des 115 pages de la conclusion des décisions). Extrait du site Internet de la Ligue Arabe.

<sup>10</sup> Site Internet de la Ligue Arabe.

<sup>11</sup> Il n'est donc pas étonnant que le Hezbollah ait fait part de sa satisfaction de voir ses actions qualifiées de “résistance” par le sommet arabe, et Israël accusé d'être responsable de la seconde guerre au Liban (Agence de Presse Libanaise, 30 mars).

11. Toutefois, il faut préciser qu'Abu Mazen, de son côté, dans un discours prononcé lors de la session finale du sommet, a appelé Israéliens et Palestiniens à renoncer à la violence, déclarant “alors que nous cherchons une solution juste et globale à notre cause, nous renonçons à la violence et aux ripostes sous toutes leurs formes, parce que nous fûmes et que nous sommes toujours les premières victimes de cette violence (Agence de Presse Palestinienne, 29 mars 2007). Cependant, dans le cadre des décisions adoptées par le sommet ainsi que des déclarations provocatrices du Hamas et des autres organisations terroristes palestiniennes au sujet de leur droit et de leur détermination à poursuivre le terrorisme (voir plus bas), l'appel d'Abu Mazen reste marginal.

### **Premières réactions à l'adoption de l'initiative arabe (exact au 4 avril)**

#### **Israël**

12. Voici un extrait des propos d'un porte-parole du Ministère des Affaires étrangères, le 29 mars:

“Israël est sincèrement intéressé à poursuivre un dialogue avec les pays arabes aspirant à la paix avec Israël afin de promouvoir un processus de normalisation et de coopération. Israël espère que le sommet de Riyad permettra de contribuer à cet effort. La position d'Israël au sujet du processus de paix avec les Palestiniens repose sur des principes fondamentaux, le plus important étant l'existence de deux Etats-nations, chacun reposant sur les aspirations de son propre peuple – Israël pour le peuple juif et la Palestine pour le peuple palestinien – et la coexistence des deux pays en paix, sans menace du terrorisme et de violences. A cette fin, un dialogue direct entre Israël et les Palestiniens est nécessaire.”

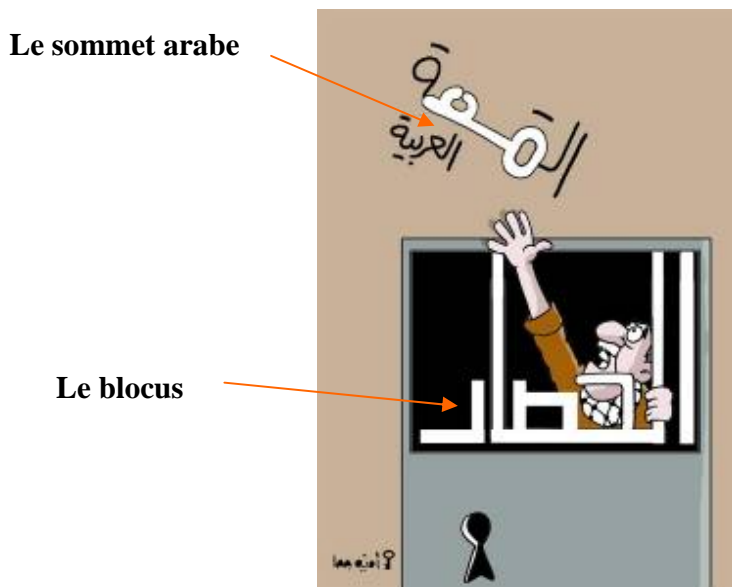
13. Le 28 mars, le Premier ministre israélien Ehud Olmert a déclaré au quotidien israélien Haaretz qu'il pensait qu'un accord de paix pourrait être conclu d'ici les cinq prochaines années avec les pays arabes et les Palestiniens. Il a salué l'initiative saoudienne, tout en émettant des réserves sur la référence à la Résolution 194 de l'ONU. Olmert a déclaré que l'initiative arabe comportait des idées intéressantes et a ajouté: “nous sommes prêts à en discuter, à connaître les positions saoudiennes et à leur faire connaître les nôtres.” Il a



encore précisé qu'il serait heureux de participer à une conférence régionale qui soutiendrait des négociations entre Israël et les Palestiniens (Haaretz, 30 mars 2007).

14. Dans une interview au magazine Time, le Premier ministre a déclaré que s'il pouvait rencontrer le roi Abdullah, il le surprendrait par ce qu'il aurait à lui dire. Il a ajouté que l'approche de l'initiative de paix arabe était très intéressante (Haaretz, 1<sup>er</sup> avril 2007).

### L'arène palestinienne



**Espoirs palestiniens que le sommet arabe permettra de lever la pression internationale (le “blocus”). La caricature a été dessinée par Omayya Joha, proche du Hamas. Le dessin ne fait aucune référence à l'espoir que le sommet permette de promouvoir la paix entre Israël et les Palestiniens (Site Internet du Hamas, 30 mars 2007)**

## **Le Président de l'Autorité Palestinienne et les hauts responsables du Fatah**

15. Le Président de l'Autorité Palestinienne Abu Mazen et le Premier ministre Ismail Haniya étaient à la tête de la délégation palestinienne au sommet de Riyad. Contrairement aux responsables et porte-parole du Hamas, qui se sont retenus de faire part de leur réelle position par rapport à l'initiative arabe (voir plus bas), Abu Mazen a chaudement salué le projet et a appelé les pays arabes à faire un effort pour le promouvoir auprès de la communauté internationale.

16. Voici les principaux points de la déclaration d'Abu Mazen au sujet de l'initiative arabe (Télévision palestinienne et Agence de Presse Palestinienne, 27 mars 2007):

A. L'initiative de paix arabe est **la meilleure opportunité de trouver une solution à la crise du Proche-Orient**. Tout échec signifierait la destruction de l'espoir d'une paix dans le futur.

B. **Aucun changement ne doit être apporté à l'initiative** parce qu'elle est “tout à fait équilibrée” et garantie les “droits” des deux côtés. Les Palestiniens recevront un pays et une “solution au problème des réfugiés,” et les pays arabes et musulmans normaliseront leurs relations avec Israël.

C. **L'initiative devra être promue auprès des pays du monde**, car, selon Abu Mazen, elle n'a pas été correctement comprise ou expliquée, et a même été “corrompue par plusieurs facteurs” (Abu Mazen n'a pas jugé bon de préciser à quels facteurs il faisait référence).

D. En principe, **il n'y a pas de raison d'éviter d'avoir des contacts avec Israël**. Abu Mazen a déclaré avoir récemment mis au point un principe de rencontres bimensuelles avec le Premier ministre Olmert, lors desquelles les problèmes mutuels seront abordés, ainsi que les problèmes fondamentaux liés à l'accord final.

E. Au sujet de la **question des réfugiés**, Abu Mazen a déclaré (selon l'Agence de Presse Palestinienne): “Nous adhérons au texte littéral de la Résolution 194 de 1949 de l'Assemblée générale de l'ONU [cf., en fait 1948].” Il a précisé que la

résolution était également citée dans l'initiative arabe, qui appelle à une “solution juste et convenue au problème des réfugiés selon la Résolution 194.”

17. Dans un discours prononcé à l'occasion de la session finale du sommet, Abu Mazen a salué la réactivation de l'initiative arabe et a appelé à **l'établissement d'un mécanisme chargé de la mettre en œuvre**, ainsi qu'à trouver le moyen de transformer le projet en un programme pratique applicable (Agence de Presse Palestinienne, 29 mars 2007).

18. **De hauts responsables du Fatah** ont qualifié l'initiative arabe de réussite. **Jibril Rajoub** a appelé à la création d'une structure chargée de la mettre en œuvre, afin de garantir le versement d'une aide financière au gouvernement palestinien d'union nationale et d'obtenir la levée du “boycott” diplomatique. Il a ajouté que sans cela, les résultats du sommet ne seraient que des civilités. Il a également appelé à un dialogue israélo-palestinien qui pourrait devenir un dialogue régional multilatéral (Télévision palestinienne, 29 mars 2007). **Muhammad Dahlan, Saeb Ariqat et Abu Alaa'** ont également salué l'initiative arabe.

### Hamas



**Exploit politique pour le Hamas: le roi Abdallah d'Arabie Saoudite reçoit Abu Mazen et Ismail Haniya à Riyad (Site Internet du Hamas, 27 mars 2007)**

19. La position du Hamas au sujet du sommet de Riyad et de l'initiative arabe est ambivalente:

A. D'un côté, le Hamas et le Premier ministre du gouvernement d'union nationale Ismail Haniya ont gagné la légitimité panarabe, et ce, aux dépens d'Abu Mazen. Le sommet a notamment appelé la communauté internationale à soutenir le nouveau gouvernement palestinien et à mettre fin au “boycott” financier et diplomatique qui le frappe. Il s'agit d'exploits politiques sans précédent pour le Hamas depuis les dernières élections législatives.

B. Cependant, le Hamas est opposé à l'initiative arabe car elle prévoit la reconnaissance d'Israël et la fin des conflits palestino-arabo-israéliens.

C. D'autre part, le Hamas a été influencé tant par l'impossibilité de s'opposer à l'Arabie Saoudite, à l'Égypte et aux autres pays qui soutiennent l'initiative et le nouveau gouvernement, que par le besoin de préserver l'unité palestinienne suite à l'Accord de La Mecque et à l'établissement du gouvernement d'union nationale.

20. Ainsi, les porte-parole du Hamas ont préféré se retenir de faire part de leur opposition à l'initiative saoudienne, et ont maintenu le flou sur la réelle position du mouvement à ce sujet. Ils ont toutefois minimisé l'importance du projet et ont souligné les points positifs à leurs yeux, notamment l'adhésion au droit du retour des réfugiés palestiniens.

21. Voici un extrait des propos des hauts responsables du Hamas et des porte-parole de l'organisation sur les décisions adoptées au sommet de Riyad:

A. **Ismail Haniya**, le Premier ministre du gouvernement d'union nationale, qui a participé au sommet de Riyad, a déclaré à des journalistes de Reuters que son organisation n'était pas opposée à l'initiative arabe mais qu'elle **ne renoncerait jamais à sa demande du “droit du retour”** des réfugiés palestiniens. Il a appelé les dirigeants des pays arabes à ne pas faire de compromis sur les droits fondamentaux des Palestiniens, notamment le “droit du retour” (Reuters, Riyad, 28 mars 2007). Dans une interview à la chaîne Al-Arabiya, il a répété que le retour des réfugiés palestiniens sur “leurs” terres était “un droit sacré” que personne ne pouvait concéder (Télévision Al-Arabiya, 29 mars 2007).

B. **Mahmoud al-Zahar**, un des hauts dirigeants du Hamas dans la bande de Gaza, a déclaré que le sommet arabe n'avait rien produit de nouveau. Il a déclaré qu'en

2002, le sommet s'était "arrêté" à un certain niveau et qu'il n'avait pas décollé depuis. Il a réitéré l'idéologie de base du Hamas: "Notre plan est de libérer toute la Palestine en une étape ...toute la Palestine est [une] étape pour nous. Au sujet de notre plan stratégique, il consiste à apporter l'Islam dans chaque foyer." Il a ajouté: "**Nous n'avons jamais reconnu et ne reconnâtrons jamais le droit d'Israël à exister dans toute partie de la Palestine...** Si nous renonçons à notre programme de résistance, nous renonçons à notre nom! Nous sommes le Mouvement de la Résistance Islamique – Hamas" (Agence de Presse Ma'an, 30 mars 2007).

C. **Khalil Abu Leila**, responsable des relations extérieures du Hamas, a déclaré qu'il ne pensait pas que l'"entité sioniste" accepte l'initiative arabe. Il a toutefois ajouté que l'OLP devait donner une autre chance à l'"entité sioniste," mais que cela devait être fait sans concessions arabes en échange de l'accord d'Israël (Chaîne de télévision Al-Aqsa, 27 mars 2007).

D. **Salah Bardawil**, porte-parole du Hamas au Conseil législatif, a déclaré que le sommet arabe n'avait rien ajouté à la question palestinienne hormis le fait de faire preuve d'unité panarabe. Il a ajouté qu'il n'y avait rien de nouveau dans l'initiative arabe, car "elle reprend ce qui a été proposé à Beyrouth en 2002" (Site Internet Quds Press, 30 mars 2007). **Muhammad Barghouti**, Ministre de l'Autorité locale, a déclaré qu'il n'y avait rien de neuf dans les décisions du sommet (Télévision palestinienne, 29 mars 2007).

E. **Ismail Radwan**, porte-parole du Hamas, a salué les décisions adoptées au sommet au sujet de la nécessité de faire face aux "pressions américano-sionistes qui appellent à la négation du "droit du retour" des réfugiés palestiniens. Il a fait part de l'espoir que ces décisions permettront de lever le "siège" imposé au gouvernement palestinien et garantiront une reprise du versement des aides financières (Site Internet du Hamas, 31 mars 2007).

22. En parallèle à ces déclarations qui font référence au sommet et à l'initiative arabe, les porte-parole du Hamas ont insisté sur le fait que le mouvement **ne renoncerait pas à ses principes sur le conflit, notamment au refus de reconnaître le droit d'Israël à exister**

**et à son adhésion à la stratégie de “résistance” (cf., les violences et le terrorisme).**

Ainsi:

A. **Khaled Mashaal**, chef du bureau politique du Hamas, a déclaré à l'occasion d'une visite à Alger où il participait à la Conférence de la Fondation Internationale de Jérusalem, que le **Hamas n'avait pas abandonné son jihad militaire** et qu'il était **déterminé à poursuivre la “résistance”** (cf., les violences et le terrorisme) (El-Khabar, Algérie, 27 mars 2007).

B. Le 31 mars, au cours d'une manifestation à Khan Yunis, **Ismail Radwan**, un des porte-parole du Hamas, a déclaré que le mouvement ne renoncerait pas à la “résistance” et qu'il poursuivrait le jihad afin de “libérer toute la Palestine historique [cf., de la mer Méditerranée au Jourdain].” Faisant référence au sommet de Riyad, il a déclaré: **“Jérusalem ne sera pas libérée par des rencontres, des décisions ou des négociations, mais par les armes, les Qassam et les roquettes.”** Il a appelé les manifestants à **“se préparer au jihad, la bataille arrive et nos ennemis ne connaissent que le langage de la force...”** (Site Internet Palmedia, affilié au Hamas, 31 mars 2007).

### **Jihad Islamique Palestinien**

23. Contrairement aux nombreuses déclarations du Hamas au sujet de l'initiative arabe, justifiées par les engagements du gouvernement d'union nationale, le JIP a fait part de son opposition au projet et n'a pas hésité à vilipender les décisions du sommet:

A. Dans un communiqué publié sur Internet, le JIP a déclaré que le sommet de Riyad offrait à l'“entité sioniste” une excuse pour poursuivre sa “politique agressive contre les Palestiniens.” **Khaled al-Batash**, personnalité du mouvement, a déclaré que les Arabes avaient “unaniment accepté d'abandonner le problème palestinien et qu'ils ne s'intéressaient plus aux Palestiniens” (Site Internet du Hamas, 29 mars 2007).

B. **Ziyad Nakhleh**, vice-secrétaire de l'organisation (qui vit à Damas) a déclaré à la chaîne iranienne Al-'Alam que les dirigeants arabes réunis à Riyad n'étaient pas autorisés à faire des concessions aux “sionistes” au sujet de la “Palestine

historique.” Il a ajouté que la position du JIP était que l'idée d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967 aux côtés d'Israël ne devait pas être discutée (Al-'Alam, 28 mars 2007). Il a également déclaré que les décisions du sommet “renonçaient au droit légitime du peuple palestinien” et a ajouté que “tous les dirigeants arabes avaient l'interdiction en toutes circonstances ... de céder la Palestine historique aux ennemis sionistes” (Site Internet Paltoday, 29 mars 2007).



**Manifestation du JIP à Gaza en protestation contre le sommet de Riyad  
(Télévision Al-Jazeera, 28 mars)**

24. Le 28 mars, le JIP et les Comités de résistance populaires ont organisé une manifestation commune au centre de Gaza pour protester contre les “directives et les pressions” exercées sur le peuple palestinien par Israël et les Etats-Unis, et afin de demander aux dirigeants du sommet arabe de “**soutenir la résistance en Palestine et dans d'autres pays.**” **Khadr Habib**, personnalité du JIP, a déclaré dans son discours que les roquettes lancées par le mouvement le 28 mars en territoire israélien “étaient un message destiné au sommet arabe, affirmant que notre seule option est l'option de la résistance...”<sup>12</sup> (Site Internet du JIP, 28 mars; Site Internet des Comités, Voix de la Vérité, 28 mars 2007).

---

<sup>12</sup> Le 28 mars, le JIP a tiré une salve de six roquettes dans une attaque contre des localités israéliennes du Néguev occidental.

## Premières réactions internationales

25. Un porte-parole du Département d'état américain a salué la ratification par le sommet de Riyad de l'initiative arabe de 2002. "C'est quelque chose que nous voyons comme très positif... Les Etats-Unis n'ont pas intérêt à demander une révision de l'initiative..." Les Ministres des Affaires étrangères de l'Union Européenne ainsi que le secrétaire-général de l'ONU ont également salué l'initiative arabe.

## Annexe

La version arabe de l'initiative de paix arabe, fondée sur le sommet arabe de Beyrouth des 27 et 28 mars 2002<sup>13</sup>



- وفي إطار تبني المجلس للمبادرة السعودية كمبادرة سلام عربية يطلب المجلس من إسرائيل إعادة النظر في سياساتها، وان تجنح للسلم معلنة أن السلام العادل هو خيارها الاستراتيجي أيضا. كما يطالبها القيام بما يلي :-
- أ - الانسحاب الكامل من الأراضي العربية المحتلة بما في ذلك الجولان السوري وحتى خط الرابع من يونيو (حزيران) 1967، والأراضي التي مازالت محتلة في جنوب لبنان.
- ب- التوصل إلى حل عادل لمشكلة اللاجئين الفلسطينيين يتفق عليه وفقاً لقرار الجمعية العامة للأمم المتحدة رقم 194.
- ج- قبول قيام دولة فلسطينية مستقلة ذات سيادة على الأراضي الفلسطينية المحتلة منذ الرابع من يونيو 1967 في الضفة الغربية وقطاع غزة وتكون عاصمتها القدس الشرقية .
- عندئذ تقوم الدول العربية بما يلي :
- أ - اعتبار النزاع العربي الإسرائيلي منتهيا، والدخول في اتفاقية سلام بينها وبين إسرائيل مع تحقيق الأمن لجميع دول المنطقة .
- ضمان رفض كل أشكال التوطين الفلسطيني الذي يتنافى والوضع الخاص في البلدان العربية المضيفة .
- يدعو المجلس حكومة إسرائيل والإسرائيليين جميعاً إلى قبول هذه المبادرة المبنية أعلاه حماية لفرص السلام وحقناً للدماء، بما يمكن الدول العربية وإسرائيل من العيش في سلام جنباً إلى جنب، ويوفر للأجيال القادمة مستقبلاً آمناً يسوده الرخاء والاستقرار .
- يدعو المجلس المجتمع الدولي بكل دوله ومنظماته إلى دعم هذه المبادرة.

<sup>13</sup> Du site de la Ligue Arabe, [www.arableagueonline.org](http://www.arableagueonline.org).